

CORONA : SCÉNARIO LOCK STEP 2010 DE LA FONDATION ROCKEFELLER

Un monde de contrôle gouvernemental du haut vers le bas plus strict et de leadership plus autoritaire, avec une innovation limitée et une résistance croissante des citoyens

Rapport : [Scénarios pour l'avenir de la technologie et du développement international](#)
Chapitre : Scénario Lock Step 2010, publié le 18 mai 2010, voir pages 18 à 25
Auteurs : Fondation Rockefeller et Global Business Network
Traduction des pages 18 à 21 : Roger Burkhardt, True-Democracy.ch

En 2012, la pandémie que le monde attendait depuis des années a **enfin** frappé. Contrairement à la grippe porcine (H1N1) de 2009, cette nouvelle souche de grippe - provenant des oies sauvages - était extrêmement virulente et mortelle. Même les nations les mieux préparées à la pandémie ont été rapidement dépassées lorsque le virus s'est propagé dans le monde entier, infectant près de 20 % de la population mondiale et tuant 8 millions de personnes en sept mois seulement, dont la majorité étaient de jeunes adultes en bonne santé. La pandémie a également eu un effet mortel sur les économies : la mobilité internationale des personnes et des biens s'est arrêtée, ce qui a affaibli des industries comme le tourisme et brisé les chaînes d'approvisionnement mondiales. Même les magasins et les immeubles de bureaux locaux, normalement très fréquentés, sont restés vides pendant des mois, sans employés ni clients.

La pandémie a fait le tour de la planète, bien qu'un nombre disproportionné de personnes soient mortes en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique centrale, où le virus s'est répandu comme une traînée de poudre en l'absence de protocoles officiels de confinement. Mais même dans les pays développés, l'endiguement a été un défi. La politique initiale des États-Unis consistant à "décourager fortement" les citoyens de prendre l'avion s'est avérée mortelle par sa clémence, accélérant la propagation du virus non seulement aux États-Unis, mais aussi au-delà des frontières. Cependant, quelques pays ont obtenu de meilleurs résultats, notamment la **Chine** (note du traducteur : le modèle technocratique de la Fondation Rockefeller pour le monde). L'imposition et l'application rapides par le gouvernement chinois d'une **quarantaine obligatoire** pour tous les citoyens, ainsi que la **fermeture instantanée et quasi hermétique de toutes les frontières**, ont permis de sauver des millions de vies, d'arrêter la propagation du virus bien plus tôt que dans d'autres pays et de permettre une reprise plus rapide après la pandémie.

Le gouvernement chinois n'est pas le seul à avoir pris des **mesures extrêmes** pour protéger ses citoyens contre les risques et l'exposition au virus. Pendant la pandémie, les dirigeants nationaux du monde entier ont démontré leur autorité et imposé des règles et des restrictions hermétiques, allant du **port obligatoire de masques faciaux** à la **vérification de la température corporelle à l'entrée des espaces communs** comme les gares et les supermarchés. Même après l'atténuation de la pandémie, **ce contrôle et cette surveillance plus autoritaires des citoyens et de leurs activités se sont maintenus et même intensifiés**. Afin de se protéger contre la propagation de problèmes de plus en plus globaux - des pandémies et du terrorisme transnational aux crises environnementales et à l'augmentation de la pauvreté - les dirigeants du monde entier ont pris le pouvoir plus fermement.

« Ceux qui renoncent à la liberté pour gagner en sécurité perdront les deux au final : plus les citoyens abandonneront leurs responsabilités et leur pouvoir, plus ils seront brutalement terrorisés et opprimés par ceux qui ont pris le pouvoir. »

Au début, l'idée d'un monde plus contrôlé a été largement acceptée et approuvée. Les citoyens ont volontairement renoncé à une partie de leur souveraineté - et de leur vie privée - au profit d'États plus paternalistes en échange d'une sécurité et d'une stabilité accrues. Les citoyens étaient plus tolérants, et même désireux d'une direction et d'une surveillance de haut en bas, et les dirigeants nationaux avaient plus de latitude pour imposer l'ordre comme ils le jugeaient bon. Dans les pays développés, cette surveillance accrue a pris de nombreuses formes : identification biométrique de tous les citoyens, par exemple, et réglementation plus stricte des industries clés dont la stabilité était jugée vitale pour les intérêts nationaux. Dans de nombreux pays développés, la coopération renforcée par une série de nouveaux règlements et accords a permis de rétablir lentement mais sûrement l'ordre et, surtout, la croissance économique.

Dans le monde en développement, cependant, la situation était différente - et beaucoup plus variable. L'autorité de haut en bas a pris différentes formes dans les différents pays, dépendant largement de la capacité, du calibre et des intentions de leurs dirigeants. Dans les pays dotés de dirigeants forts et réfléchis, le statut économique général et la qualité de vie des citoyens se sont améliorés.

En Inde, par exemple, la qualité de l'air s'est considérablement améliorée après 2016, lorsque le gouvernement a interdit les véhicules à fortes émissions. Au Ghana, l'introduction de programmes gouvernementaux ambitieux visant à améliorer les infrastructures de base et à garantir la disponibilité d'eau propre pour toute sa population a entraîné une forte diminution des maladies transmises par l'eau. Mais le leadership plus autoritaire a moins bien fonctionné. Elle a eu des conséquences tragiques dans certains cas - surtout dans des pays dirigés par des élites irresponsables qui ont utilisé leur pouvoir accru pour poursuivre leurs propres intérêts aux dépens de leurs citoyens.

Il y avait d'autres inconvénients, car la montée du nationalisme virulent a créé de nouveaux dangers (n.d.t. : Les mondialisateurs, qui veulent s'emparer des États nations avec leurs entreprises, doivent faire tomber les identités et les frontières nationales) : les spectateurs de la Coupe du monde de 2018, par exemple, portaient des gilets pare-balles avec un écusson de leur drapeau national. Une réglementation sévère en matière de technologie a étouffé l'innovation, maintenu les coûts élevés et freiné l'adoption. Dans le monde en développement, l'accès aux technologies "approuvées (n.d.t. : surveillé et contrôlé)" a augmenté, mais au-delà, il est resté limité : le lieu de l'innovation technologique se trouvait en grande partie dans le monde développé, laissant de nombreux pays en développement à la merci de technologies que d'autres considèrent comme "meilleures" pour eux.

« Il est possible de discipliner et de contrôler certaines sociétés pendant un certain temps, mais pas le monde entier tout le temps ». - GK Bhat, TARU Leading Edge, Inde

Certains gouvernements ont trouvé cela condescendant et ont refusé de distribuer des ordinateurs et d'autres technologies qu'ils considéraient comme « de seconde main ». Entre-temps, les pays en développement disposant de plus de ressources et

de meilleures capacités ont commencé à innover en interne pour combler ces lacunes par leurs propres moyens.

Pendant ce temps, dans le monde développé, la présence de tant de règles et de normes de haut en bas a fortement freiné l'activité entrepreneuriale. Les gouvernements indiquaient souvent aux scientifiques et aux innovateurs les axes de recherche à suivre et les orientaient principalement vers des projets susceptibles de faire des bénéfices (par exemple, le développement de produits axés sur le marché) ou étaient des « paris sûrs » (par exemple, la recherche fondamentale), laissant ainsi des domaines de recherche plus risqués ou innovants largement inexploités.

Les pays riches et les sociétés monopolistiques disposant de gros budgets de recherche et de développement ont quand même fait des progrès importants, mais la propriété intellectuelle à l'origine de leurs percées est restée bloquée derrière une protection nationale ou corporative stricte. La Russie et l'Inde ont imposé des normes nationales strictes pour superviser et certifier les produits liés au cryptage et leurs fournisseurs - une catégorie qui, en réalité, désigne toutes les innovations informatiques. Les États-Unis et l'Union européenne ont riposté en adoptant des normes nationales de rétorsion, ce qui a mis un frein au développement et à la diffusion des technologies dans le monde entier. Dans les pays en développement en particulier, agir dans son propre intérêt national signifie souvent rechercher des alliances pratiques qui correspondent à ces intérêts, qu'il s'agisse d'accéder aux ressources nécessaires ou de se regrouper pour assurer la croissance économique. En Amérique du Sud et en Afrique, les alliances régionales et sous-régionales sont devenues plus structurées. Le Kenya a doublé ses échanges commerciaux avec l'Afrique australe et orientale, tandis que de nouveaux partenariats se développaient sur le continent. L'investissement de la Chine en Afrique s'est accru, car l'offre de nouveaux emplois et de nouvelles infrastructures en échange de l'accès aux principaux minéraux ou aux exportations de denrées alimentaires s'est avérée acceptable pour de nombreux gouvernements. Les liens transfrontaliers se sont multipliés sous la forme d'une aide officielle à la sécurité. Si le déploiement d'équipes de sécurité étrangères a été accueilli favorablement dans certains des États les plus gravement touchés par l'effondrement de l'économie, les solutions toutes faites n'ont guère donné de résultats positifs.

En 2025, les gens semblaient se lasser de tant de contrôle du haut vers le bas et de laisser les dirigeants et les autorités faire des choix à leur place.

Partout où les intérêts nationaux (n.d.t. : les intérêts du conglomérat bancaire mondial) s'opposaient aux intérêts individuels, il y avait conflit. Des mouvements de repli sporadiques sont devenus de plus en plus organisés et coordonnés, car les jeunes désaffectés et les personnes qui avaient vu leur statut et leurs possibilités s'évanouir - en grande partie dans les pays en développement - incitaient à des troubles civils. En 2026, des manifestants au Nigeria ont fait tomber le gouvernement, fatigués du copinage et de la corruption bien ancrés. Même ceux qui appréciaient la plus grande stabilité et prévisibilité de ce monde ont commencé à se sentir mal à l'aise et contraints par tant de règles strictes et par la sévérité des frontières nationales. Le sentiment persistait que, tôt ou tard, quelque chose (n.d.t. : le "Great Reset" fasciste des magnats du Forum économique mondial) allait inévitablement bouleverser l'ordre ordonné que les gouvernements du monde avaient travaillé si dur à établir.